



FRAKTION

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

26 MAI 2016

2097

Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 26 mai 2016

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaitons poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale au sujet de la composition de la Commission de Nomenclature telle que prévue par l'article 65 du Code de la Sécurité Sociale.

Cette commission a pour mission de donner son avis en matière de nomenclatures des actes et services des professionnels de la santé. Elle se compose de:

2 membres, dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;

2 membres désignés par le comité directeur de la Caisse nationale de santé;

2 membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;

en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres ne voient pas un conflit d'intérêt dans la présidence de cette commission par le Directeur du Contrôle médical dont une des attributions est de veiller à la bonne application des nomenclatures?
- Ne serait-il pas indiqué que la Direction de la Santé soit représentée par un membre effectif au sein de cette commission?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération.

Jean Marie Halsdorf  
Député

Sylvie Andrich-Duval  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de la Législation  
43, Boulevard Royal  
L-2450 LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Réunion

10 JUIN 2016

Luxembourg, le 9 juin 2016

Référence : 816x7b620

Objet : Réponse à la question parlementaire n° 2097 de Madame la Députée Sylvie  
Andrich-Duval et de Monsieur le député Jean-Marie Halsdorf datée du 26 mai  
2016

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse conjointe de Madame la Ministre de la  
Santé et de moi-même à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des  
Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romald SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

Annexe(s) : Réponse à la question parlementaire n° 2097 de Madame la Députée Sylvie  
Andrich-Duval et de Monsieur le député Jean-Marie Halsdorf datée du 26 mai  
2016





**LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**  
Ministère de la Sécurité sociale



Référence :804xca5ed

**Réponse conjointe de la Ministre de la Santé et du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 2097 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le député Jean-Marie Halsdorf datée du 26 mai 2016**

---

La composition de la Commission de nomenclature est définie à l'article 65, alinéas 8 et 10 du Code de la sécurité sociale. L'alinéa 8 dispose que :

« (8) La Commission de nomenclature se compose de:

- 1) deux membres dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;
- 2) deux membres désignés par le comité directeur de la Caisse nationale de santé;
- 3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;
- 4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée. »

et l'alinéa (10) que pour chaque membre effectif un membre suppléant est désigné d'après les modalités prévues ci-dessus.

Ni le Code de la sécurité sociale, ni le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie ne définit des critères spécifiques pour la nomination du président de celle-ci. Le précédent président de la Commission de nomenclature était un fonctionnaire médecin de la Direction de la santé, alors que le médecin-directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale a été désigné comme son successeur.

Ladite commission a un caractère très technique, de sorte qu'il importe d'y rassembler toutes les personnes dont les connaissances professionnelles permettent de faire aboutir aux meilleurs résultats possibles.

A rappeler dans ce contexte que la Commission permanente pour le secteur hospitalier est présidée par le directeur de la Santé. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, il n'y a incompatibilité



entre les fonctions de président de commission et les attributions professionnelles des concernés.

En particulier, les recommandations circonstanciées de la Commission de nomenclature, telles que définies à l'article 8, dernier alinéa du règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie sont le résultat des discussions entre les parties présentes au sein de la Commission de nomenclature et elles sont soumises à un vote avant d'être transmises aux ministères ayant la Santé et la Sécurité sociale dans leurs attributions.

S'agissant d'une commission consultative, ce ne sont que des recommandations que la commission soumet aux ministres ; ceux-ci ne sont pas tenus par la loi à les mettre en œuvre telles que proposées.

Ainsi, rien ne s'oppose à la présidence du médecin-directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale à la Commission de nomenclature.

En ce qui concerne la question de la représentation du Ministère de la Santé par un membre effectif au sein de la commission, il y a lieu d'y revenir lors d'un prochain renouvellement de la Commission.